

Bruxelles, le 31.10.2022
C(2022) 7606 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 31.10.2022

relative au financement d'une mesure spéciale en faveur de l'Afghanistan pour 2022

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 31.10.2022

relative au financement d'une mesure spéciale en faveur de l'Afghanistan pour 2022

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre d'une mesure spéciale en faveur de l'Afghanistan pour 2022, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) La présente action apporte une réponse à certains des principaux défis auxquels la population afghane est confrontée à la suite du renversement du gouvernement constitutionnel de la République islamique d'Afghanistan par les talibans le 15 août 2021, qui a notamment entraîné une modification radicale du paysage politique ainsi qu'une grave crise humanitaire et économique. Le 11 octobre 2021, les ministres de l'UE chargés du développement sont convenus de la nécessité d'aider directement la population en soutenant la fourniture de services essentiels, en évitant les canaux gouvernementaux et en allant au-delà de l'aide humanitaire pour adopter une approche associant action humanitaire et développement axée sur les besoins directs et les moyens de subsistance de base. Le 12 octobre 2021, la présidente de la Commission européenne a annoncé que la Commission s'employait à ce qu'il soit possible d'affecter les fonds destinés à l'Afghanistan aux besoins urgents de la population

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

afghane. Sur cette base, la Commission européenne a adopté des décisions d'exécution le 17 décembre 2021 [C(2021) 9322 final] et le 20 décembre 2021 [C(2021) 9830 final] visant à mettre en œuvre cet engagement.

- (4) La situation en Afghanistan est instable depuis la chute de la République islamique survenue le 15 août 2021. Bien qu'un effondrement socio-économique complet ait été évité, le pays connaît l'une des plus graves contractions économiques de l'histoire moderne. Dans les mois qui ont suivi la prise de pouvoir par les talibans, l'action humanitaire a été considérablement renforcée, l'accent étant mis sur l'aide vitale. Parallèlement, des efforts ont été déployés pour préserver et maintenir le fonctionnement des systèmes permettant la fourniture de services et de moyens de subsistance de base. Il est néanmoins devenu évident qu'un soutien accru est nécessaire pour maintenir un niveau minimal de services et de moyens de subsistance de base pour la population: la moitié des citoyens se trouve en situation d'insécurité alimentaire aiguë et la crise actuelle fragilise les progrès réalisés au cours des vingt dernières années en ce qui concerne les indicateurs de développement humain.
- (5) L'action intitulée «Soutien aux services et aux moyens de subsistance de base pour la population afghane» vise à maintenir un fonctionnement minimal des services de base pour la population afghane, en complément des activités humanitaires, et à préserver les moyens de subsistance de la population. Cette action prévoit la possibilité de soutenir la reprise et la stabilisation macroéconomiques si cette assistance devient acceptable sur le plan politique et réalisable sur le plan technique. Son principal objectif est d'éviter une nouvelle détérioration socio-économique, qui pourrait se traduire par une instabilité accrue, une recrudescence des menaces pesant sur la sécurité, des déplacements forcés en Afghanistan et des flux migratoires dans la région, tout en contribuant à ouvrir la voie à la reprise économique à moyen terme.
- (6) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (7) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁴ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (9) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure spéciale, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (10) La mesure spéciale prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale institué au titre de l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

⁴ À l'exception des cas visés à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel destiné à mettre en œuvre la mesure spéciale en faveur de l'Afghanistan pour 2022, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante: «*Soutien aux services et aux moyens de subsistance de base pour la population afghane*».

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure spéciale pour 2022 est fixé à 150 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne BGUE-B2022-14.020130-C1-INTPA du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans l'annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.3.1 de ladite annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum et ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant que ces modifications n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs de l'action.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 31.10.2022

Par la Commission

Jutta URPILAINEN

Membre de la Commission